

Mettre fin au déséquilibre territorial

Notes d'allocution pour Ghislain Picard
A l'occasion de la rencontre du Conseil de presse du Saguenay
14 mars 2007

(la version prononcée fait foi)

Mot en Innu.

Je tiens à vous remercier et remercier tout particulièrement M. Carol Néron de nous accueillir ce matin à cette rencontre du célèbre Cercle de presse du Saguenay. La plupart d'entre vous connaissez bien les questions touchant les Premières Nations, tout particulièrement celles qui concernent la négociation territoriale dans laquelle est engagée la Première Nation de Mashteuiatsh depuis plusieurs années.

Mon propos de ce matin sera donc légèrement différent de celui que je tiens, depuis deux semaines, dans mes différentes activités visant à mieux faire connaître les préoccupations des Premières Nations dans le cadre de cette campagne électorale. Car, vous le savez, une large proportion de la population du Québec connaissent peu ou mal les Premières Nations et leurs réalités. Plusieurs ignorent par exemple que les droits et titres des Premières Nations, sur un vaste territoire du Québec, comme ceux des Innus ici, n'ont jamais été éteints ou cédés. Plusieurs ignorent que les Premières Nations possèdent des droits protégés par la Constitution et que le Québec doit en tenir compte.

Quand on écoute les Chefs de partis pendant cette campagne électorale, lorsqu'ils parlent de régionalisation, de décentralisation, de redevances sur les ressources naturelles, on a l'impression qu'ils l'ignorent eu aussi.

Il fut peut-être un temps où les gouvernements pouvaient nous contourner. Il fut un temps où les partis politiques pouvaient mener une campagne électorale et faire des promesses sans tenir compte des Premières Nations. À l'avenir, ça ne sera plus possible.

C'est pourquoi, le 1^{er} mars dernier, à Montréal, j'ai lancé un appel aux partis politiques afin qu'ils réalisent que les Premières Nations sont incontournables pour l'avenir du Québec. J'ai décidé, en compagnie des autres Chefs des Premières Nations du Québec, de prendre la parole pendant cette campagne électorale et de faire le tour des régions pour mieux faire connaître nos positions à l'égard du développement du Québec; afin de faire comprendre pourquoi les Premières Nations sont incontournables dans le développement des régions et dans la gestion du territoire tout particulièrement... et pourquoi nous ne serons plus invisibles ou silencieux.

Il est maintenant temps de mettre fin à ce que j'appelle le déséquilibre territorial. Il est temps de redonner aux Premières Nations la place qu'il leur revient dans l'aménagement des territoires et des ressources. Quand l'ADQ promet 25% des redevances aux régions, il doit dire combien ira aux Premières Nations. Quand le Parti Québécois promet l'autonomie gouvernementale aux municipalités, il doit préciser comment il voit l'autonomie gouvernementale des Premières Nations. Quand le Parti libéral promet de décentraliser des pouvoirs aux régions, il doit dire comment il compte s'entendre avec les Premières Nations.

Tout ça parce que, vous le savez, le gouvernement ne peut donner ce qu'il n'a pas. Les Premières Nations n'accepteront pas de voir des modifications majeures au niveau du développement régional sans leur participation.

L'APNQL fait sa part pour sensibiliser la population québécoise. Nous avons notamment produit un document qui contient des principes et des enjeux qui méritent une attention particulière pendant la présente campagne électorale. Ce document se veut un appel ultime aux chefs de parti et aux candidats, afin qu'ils réalisent l'importance de ces enjeux et qu'ils se prononcent sur leur vision de la relation future entre le Québec et les Premières Nations. J'imagine que les candidats de Chicoutimi, de Dubuc, de Jonquière, de Lac-Saint-Jean et de Roberval l'ont lu... sinon, je les invite à le faire... et à rappeler à leur chef respectif que le Québec partage une grande partie du territoire québécois, dont celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean, avec les Premières Nations qui n'ont jamais cédé leur titre et leurs droits ancestraux. La gestion de ce territoire ne peut se faire sans le concours des Premières Nations.

Si nous ne pouvons pas compter sur une volonté réelle des leaders de la région, en particulier des représentants à l'Assemblée nationale, les prochaines années seront difficiles.

Sans être alarmiste, je tiens à vous dire que le temps presse pour un changement réel et profond dans les relations entre les Premières Nations et le Québec. Le statu quo n'est plus acceptable. Les Premières Nations ont besoin d'une nouvelle relation, elles ont besoin, rapidement, de récupérer leurs pouvoirs perdus depuis trop longtemps sur leur développement.

L'exaspération a atteint bien des chefs que je représente, qui, comme moi, ne veulent pas que d'autres consacrent toute leur vie à défendre des droits ou à tenter de faire reconnaître ce qui nous paraît évident. La négociation territoriale ne peut pas durer un autre 30 ans. Nous voulons léguer aux jeunes qui nous suivent des réponses et non des questions, des solutions et non des problèmes. Nous voulons leur léguer une nouvelle relation qui contribuera à la stabilité économique et politique du Québec, et qui passe nécessairement par la reconnaissance de nos droits, dont le titre ancestral, sur le territoire et ses ressources. Le gouvernement doit comprendre que les Premières Nations sont incontournables pour l'avenir du Québec. Nous poursuivrons cette campagne au-delà de l'élection du 26 mars et nous utiliserons tous les moyens légitimes nécessaires pour atteindre nos objectifs.

Merci.